

N° de consultation

2026033DECO006

**CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
RELATIVE A L'INSTALLATION
ET A L'EXPLOITATION DE DISTRIBUTEURS
AUTOMATIQUES
DE DENREES SALEES ET SUCREES, DE BOISSONS
CHAUDES ET FROIDES**

**Au profit des patients, des visiteurs et du personnel, des Hôpitaux du
GHU AP-HP. Nord-Université Paris Cité (Saint Louis, Ancien Lariboisière,
Nouveau Lariboisière et Robert Debré)**

ENTRE

L'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris, établissement public de santé, dont le siège social est situé 55, boulevard Diderot – CS 22305 75610 Paris cedex, représentée par son Directeur Général, M. Nicolas REVEL, et par délégation, Monsieur Guillaume du CHAFFAUT, Directeur du GHU AP-HP. Nord-Université Paris Cité, 5 juillet 2022 fixant les matières déléguées par le directeur général de l'AP-HP aux directeurs de groupes hospitalo-universitaire et de l'arrêté directorial n°75-2026-04-22-00013 du 22 avril 2026.

Ci-après dénommée le GHU AP-HP. Nord – Université Paris Cité, étant propriétaire et gestionnaire des sites soumis à occupation,

D'une part,

ET :

LA SOCIETE

enregistrée sous le numéro RCS _____, de _____,
ayant son siège social au _____,
représentée par _____, en sa qualité de _____,

Titulaire de l'autorisation d'occupation

Ci-après dénommé l'occupant, l'exploitant ou le bénéficiaire

D'autre part,

La convention finale sera rédigée en reprenant les éléments de réponse du candidat retenu (redevances, prestations supplémentaires éventuelles etc...) et des négociations éventuelles

SOMMAIRE

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1 OBJET DE LA CONVENTION.....	3
1.2 NATURE DU CONTRAT	3
1.3 CARACTERE DE L'OCCUPATION.....	3
1.3.1 Caractère Non cessible	3
1.3.2 Caractère personnel	4
1.3.3 Caractère précaire et révocable	4
1.3.4 Risque d'exploitation	4
1.4 CADRE JURIDIQUE DE LA CONVENTION	4
1.4.1 Modalités de la consultation.....	4
1.4.2 Pièces contractuelles de la Convention d'Occupation du Domaine Public (CODP)	5
1.5 DUREE DE L'AUTORISATION	5
ARTICLE 2. DESCRIPTION DE L'ACTIVITE.....	5
2.1 GENERALITES ATTENDUES SUR LES PRESTATIONS	5
2.2 DISTRIBUTEURS DE BOISSONS CHAUDES.....	6
2.3 SNACKING ET BOISSONS FRAICHES	6
2.4 CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES	7
2.5 MODIFICATION DU NOMBRE OU DE LA LOCALISATION DES DISTRIBUTEURS.....	7
ARTICLE 3. CONDITIONS D'EXPLOITATION.....	8
3.1 CONDITIONS GENERALES.....	8
3.2 APPROVISIONNEMENT DES DISTRIBUTEURS	9
3.3 CONDITIONS SPECIFIQUES.....	9
3.4 RESPONSABILITE	9
3.5 ETAT DES LIEUX	10
3.6 MODALITES D'EXPLOITATION DES ESPACES.....	10
3.6.1 Installations des distributeurs	10
3.7 ENTRETIEN ET MAINTENANCE	10
3.7.1 Entretien des lieux.....	10
3.7.2 Maintenance et entretien des appareils	11
3.7.3 Dépannage.....	11
3.8 ECO GESTION.....	12
3.8.1 Les Distributeurs automatiques	12
3.8.2 Les déchets	12
3.9 ORGANISATION ET COMMUNICATION BIPARTITE	12
ARTICLE 4. OBLIGATIONS A LA CHARGE DU GHU NUPC.....	13
ARTICLE 5. REDEVANCE	13
ARTICLE 6. PENALITES	14
ARTICLE 7. ASSURANCES - RESPONSABILITES	15
ARTICLE 8. AFFICHAGE ET PUBLICITE	15
ARTICLE 9. RESILIATION.....	16
9.1 TERME DE LA CONVENTION.....	16
9.2 SUSPENSION DE LA CONVENTION	16
9.3 RESILIATION DU FAIT DE L'AP-HP	16
9.3.1 Résiliation pour faute	16
9.3.2 Résiliation pour motifs d'intérêt général	17
ARTICLE 10. LITIGES EVENTUELS	17
ARTICLE 11. ANNEXES.....	17
ARTICLE 12. SIGNATURES DES PARTIES	18

1.1 OBJET DE LA CONVENTION

Le GHU AP-HP. Nord-Université Paris Cité souhaite autoriser l'installation et l'exploitation de distributeurs automatiques de boissons, de denrées alimentaires et de confiseries destinés aux patients, personnels et visiteurs au sein des Hôpitaux du GHU AP-HP. Nord – Université Paris Cité.

La présente convention a pour objet de fixer les conditions de mise à disposition d'emplacement du domaine public dans les établissements recevant du public, de catégorie 1 à 5, suivants :

- **Hôpital Saint-Louis** – 1, avenue Claude Vellefaux – 75475 PARIS cedex 10
- **Hôpital Ancien Lariboisière** – 2, rue Ambroise Paré – 75475 PARIS cedex 10
- **Hôpital Nouveau Lariboisière** – 41, boulevard de la Chapelle – 75010 Paris
- **Hôpital Robert Debré** – 48, boulevard Sérurier – 75019 PARIS

Les emplacements mis à disposition, le nombre, le type de distributeurs et les chiffres d'affaires antérieurs sont décrits dans l'annexe n°1 à la présente convention.

1.2 NATURE DU CONTRAT

En application des articles R.2122-1 et R.2122-4 du code général de la propriété des personnes publiques, l'occupant est autorisé à installer, exploiter et à gérer à titre exclusif des distributeurs automatiques de boissons chaudes, de boissons froides, de denrées alimentaires et de produits de confiseries, sur les emplacements convenus au sein des hôpitaux du GHU AP-HP. Nord – Université Paris Cité.

La présente convention est consentie sous le régime des autorisations temporaires du domaine public, et en conséquence elle est régie par les règles du droit administratif, notamment celles édictées par le code général de la propriété des personnes publiques. La présente convention emporte occupation du domaine public hospitalier et vaut autorisation d'occupation de ce domaine pour sa durée, conformément à l'article L3132-1 du Code de la commande publique.

1.3 CARACTERE DE L'OCCUPATION**1.3.1 CARACTERE NON CESSIBLE**

Le bénéficiaire est tenu d'occuper lui-même et d'utiliser directement en son nom et sans discontinuité les emplacements qui font l'objet de la présente convention d'occupation.

Le bénéficiaire sera en conséquence, notamment, tenu d'informer préalablement le GHU AP-HP. Nord-Université Paris Cité de toute modification l'affectant, et notamment des opérations suivantes :

- Changement de sa forme juridique,
- Changement de ses représentants,
- Modification dans la répartition ou le montant de son capital social,
- Fusion-absorption ou scission,
- Changement de l'image visuelle de la société exploitante.

Le GHU AP-HP. Nord-Université Paris Cité se réserve le droit de résilier le contrat, par lettre recommandée avec accusé de réception, et sans indemnité, s'il estime que les changements affectant le titulaire sont de nature à compromettre la bonne exécution du contrat.

Toute cession partielle ou totale du contrat, tout changement de cocontractant ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un avenant préalable à la présente convention d'occupation. En l'absence d'un tel avenant, les conventions de substitution sont entachées de nullité absolue et la convention d'occupation sera résiliée de plein droit.

1.3.2 CARACTERE PERSONNEL

Le bénéficiaire dispose **d'une exclusivité d'occupation du domaine public** aux fins d'exploitation de l'activité de distributeurs automatiques de boissons et de denrées alimentaires et de confiseries.

L'autorisation est accordée à titre strictement personnel. Le bénéficiaire n'est pas autorisé à sous-traiter l'exécution de la mise à disposition des emplacements.

A cet égard, le bénéficiaire de gestion déclare être pleinement informée :

- Qu'il sera seul à occuper les lieux qui lui sont ainsi attribués,
- Qu'il ne pourra ni prêter, ni sous-louer les locaux, même provisoirement ou à titre gracieux,
- Qu'il ne pourra pas y installer de tiers que ce soit en sa présence ou en son absence,
- Qu'il ne pourra pas céder, en totalité ou en partie, son droit à la présente occupation.

Il devra utiliser les lieux exclusivement à l'usage défini ci-dessus, et ne pourra y exercer aucune autre activité de quelque nature que ce soit et sous quelque forme que ce soit, sans l'accord préalable express du GHU Nord.

1.3.3 CARACTERE PRECAIRE ET REVOCABLE

Il est expressément rappelé que les espaces occupés constituent des dépendances du domaine public et que par conséquent, compte tenu de cette domanialité et des conséquences juridiques qui s'y attachent, à savoir le caractère précaire et révocable de l'occupation, l'attribution des locaux en vue de l'exploitation de distributeurs automatiques ne peut en aucun cas constituer un droit à la propriété commerciale, ni conférer au titulaire notamment un droit au maintien dans les lieux, un droit au renouvellement ou un droit à indemnité d'éviction.

1.3.4 RISQUE D'EXPLOITATION

L'exploitation est aux risques et périls du titulaire.

Dans ce cadre, l'exploitant est chargé de gérer ce service, à ses risques et périls. L'exploitant se rémunère directement auprès des usagers par la perception des recettes liées aux différents services. L'exploitant verse au Concédant une redevance en contrepartie de l'occupation du domaine public. Par conséquent, l'exploitant ne pourra en aucun cas se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de lui conférer un droit au maintien dans les lieux.

1.4 CADRE JURIDIQUE DE LA CONVENTION

1.4.1 MODALITES DE LA CONSULTATION

Cette autorisation fait suite à une mise en concurrence préalable à l'attribution d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public du GHU AP-HP. Nord-Université Paris Cité permettant ainsi l'installation et l'exploitation commerciale des distributeurs automatiques, conformément à l'article L.2122-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP).

1.4.2 PIÈCES CONTRACTUELLES DE LA CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC (CODP)

Les pièces contractuelles de la convention d'occupation du domaine public, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, sont énumérées par ordre de priorité décroissante :

- Le présente convention faisant office de cahier des charges
- Les annexes à la présente convention :

1ère Partie Annexes du GHU AP-HP. Nord – Université Paris Cité :

- Annexe 0 : les prérequis informatiques de l'APHP
- Annexe 1 : la liste du parc des distributeurs automatiques indiquant le type de produits souhaité pour chaque lieu d'implantation et les chiffres d'affaires antérieurs

2ème Partie Annexes du candidat à remettre et à intégrer dans son dossier de réponse « offre » :

- Annexe 2 : la description et les caractéristiques techniques des distributeurs et des produits ainsi que les engagements de qualité relatifs à l'exploitation [offre finale de l'exploitant]
- Annexe 3 : la proposition financière et le compte prévisionnel d'exploitation [offre finale de l'exploitant]
- Annexe 4 : la présentation du personnel
- Annexe 5 : la tarification initiale des produits
- Annexe 6 : Le calendrier détaillé d'exécution entre la notification de la convention et la Date de Début d'Exploitation des Services

IMPORTANT : La constitution, précise et définitive, des pièces sera effectuée lors de la notification d'attribution.

Seul l'exemplaire du contrat conservé dans les archives de l'administration fait foi.

1.5 DUREE DE L'AUTORISATION

Le présent contrat est conclu pour une durée ferme de 4 ans à compter de la date de notification. Il pourra être reconduit expressément 1 fois pour une période de 12 mois, au terme de la période initiale soit une durée maximale du contrat fixée à 5 ans.

En cas de non reconduction, le GHU Nord notifiera bénéficiaire la décision de non-reconduction au moins 3 mois avant l'expiration de la période en cours.

La date prévisionnelle de démarrage de l'exploitation des services est fixée au 1^{er} novembre 2026. Les équipements prévus pour l'hôpital Nouveau Lariboisière pourront être installés et exploités avant cette date.

ARTICLE 2. DESCRIPTION DE L'ACTIVITE

À titre d'information, il est rappelé qu'une activité de cafétéria délivrant des boissons et de la nourriture est exploitée dans chaque hôpital.

2.1 GENERALITES ATTENDUES SUR LES PRESTATIONS

Le GHU AP-HP. Nord-Université Paris Cité a pour ambition de fournir à ses patients, son personnel et les visiteurs une offre équilibrée et responsable.

Les distributeurs respectent l'ensemble des normes d'hygiène et de sécurité en vigueur, notamment concernant les produits alimentaires. Le nom et le numéro de téléphone de l'occupant devront figurer sur chaque distributeur. Le nom du responsable de l'entretien et de l'approvisionnement ainsi que les indications permettant de le joindre doivent être apposés sur une plaque extérieure.

Sur la façade de chaque machine sera également apposé un numéro d'appel téléphonique à contacter en cas d'incident.

L'exploitant doit faire respecter par ses personnels le règlement intérieur des établissements dans lesquels il intervient.

L'exploitant doit se pourvoir de toutes les autorisations et nécessaires à l'exercice de son activité. Si ces autorisations ou même une seule d'entre elles lui étaient refusées ou venaient à lui être retirées, pour quelque cause que ce soit, la convention serait résiliée de plein droit sans que cela puisse lui donner droit à quelconque indemnité ou un quelconque recours contre l'AP-HP.

Le prestataire s'oblige ainsi à ses frais, à remplir toutes les formalités administratives imposées pour l'exploitation des équipements, dont notamment, accomplir les démarches visant à obtenir la licence de 1^{ère} catégorie dite de « petite licence à emporter », l'AP-HP étant déchargée de toute obligation de garantie à raison du refus de ces autorisations ou des conditions auxquelles elles seraient subordonnées.

L'exploitant demeure responsable de toutes les poursuites auxquelles peut donner lieu l'exercice de son activité commerciale à l'hôpital, soit à cause de l'inobservation des lois et règlements, soit pour tout autre motif.

2.2 DISTRIBUTEURS DE BOISSONS CHAUDES

Les appareils mis en place pour la distribution des boissons chaudes assureront *a minima* la distribution :

- Café type expresso, long, avec ou sans lait
- Chocolat
- Thé
- Potage

L'offre inclut a minima : café traditionnel à base de grain de café, café à base de café lyophilisé, décaféiné, chocolat, thé. Une attention particulière devra être apportée au dosage et au type de café proposé. Une attention particulière sera portée aux labels proposés (Fairtrade ou équivalent). Le thé pourra être labellisé Rainforest Alliance ou équivalent. Les distributeurs doivent également permettre le dosage du sucre, au moins pour le café et, de préférence, pour toutes les boissons chaudes.

Les contenants utilisés pour le service des boissons chaudes devront être sans plastique et recyclables à 100% ou biodégradables.

Les distributeurs de boissons chaudes permettront à l'utilisateur qui le souhaite d'utiliser son propre contenant et non le contenant à usage unique proposé par le distributeur. En cas d'utilisation du contenant personnel, le fournisseur propose un système de valorisation pour inciter l'utilisateur à cette pratique (prix différencié, jeton gratuit, etc.).

Les distributeurs pourront être équipés ou livrés avec des collecteurs de gobelets usagés pour limiter le traitement des déchets par l'hôpital. La collecte est alors effectuée par le prestataire.

2.3 SNACKING ET BOISSONS FRAICHES

Les appareils mis en place pour la distribution des boissons fraîches et snacks assureront *a minima* la distribution :

- Eau, jus de fruits, sodas
- Snacks, confiseries, fruits secs, sandwich type CLUB (carnés et végétariens).

Les distributeurs de boissons fraîches et snacks doivent garantir la présence a minima de :

- Boissons fraîches : 25% de boissons saines, avec un taux de sucre réduit (hors eau),
- Denrées alimentaires : 25% de produits vertueux (nutriscore ou bio)

Tous les produits alimentaires devront être distribués sous un emballage individuel, mais une attention particulière devra être portée sur la limitation du plastique pour les contenants alimentaires.

Les boissons devront être distribuées principalement sous forme de canettes ou avec des emballages sans plastique ; l'eau devra être proposée dans des contenants carton (type TETRAPACK).

⇒ **D'éventuelles animations autour des distributeurs pourront être proposées sans surcoût par le prestataire après accord de l'AP-HP.**

2.4 CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES

Les appareils doivent être d'utilisation simple permettant une sélection claire des produits et devront comporter un affichage des prix. L'ergonomie des équipements pour une accessibilité aux personnes en situation de handicap sera à respecter. Toutes les commandes doivent être accessibles aux personnes handicapées.

L'emplacement des distributeurs automatiques présents et à déployer est- annexé à la présente convention (annexe 1).

Les caractéristiques des distributeurs automatiques mis en place devront répondre *a minima* :

- Equipement neuf ou reconditionné, sous réserve qu'il soit en parfait état de fonctionnement et respecte les caractéristiques techniques du présent contrat et les normes d'hygiène et de sécurité en vigueur
- Equipement posé à même le sol, auto-stable
- Alimentation électrique conforme aux normes légales en vigueur et supporté par le réseau électrique du site
- Certification CE et/ou NF
- D'un niveau sonore faible et d'une consommation énergétique modérée,
- Système de paiement : les moyens de paiement seront à minima :
 - o Monnayeur ayant la possibilité de rendre la monnaie avec utilisation de pièces à partir de 5 centimes jusqu'à 2 euros
 - o Paiement avec carte bancaire avec utilisation du code
 - o Paiement avec carte bancaire en sans contact

L'exploitant pourra également proposer les paiements suivants :

- o Paiement avec fonction NFC (Near Field Communication) pour permettre les paiements via les applications dédiées à partir d'un smartphone ou objet connecté
- o Paiement avec une clef ou carte servant de porte-monnaie électronique
- o Paiement avec la carte professionnelle AP-HP

L'exploitant fournira un descriptif des distributeurs qu'il mettra en place, comprenant : la marque, les fiches techniques de chaque machine, ainsi que les besoins en énergies et en fluides nécessaires à leur installation.

2.5 MODIFICATION DU NOMBRE OU DE LA LOCALISATION DES DISTRIBUTEURS

Le nombre d'appareils est susceptible d'évoluer en fonction des besoins exprimés par le GHU AP-HP. NORD-UNIVERSITÉ PARIS CITÉ ou de ses contraintes.

Toute modification dans le nombre des machines installées fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Le GHU AP-HP. NORD-UNIVERSITÉ PARIS CITÉ pourra, en cas de nécessité de service et en prévenant préalablement le prestataire 30 jours à l'avance, demander le déplacement ou le retrait définitif des appareils et reprendre possession des emplacements sans que l'exploitant puisse réclamer aucune indemnité, sous réserve de ne pas bouleverser l'économie générale du contrat.

Les distributeurs automatiques pourront être déplacés en concertation avec le titulaire de l'autorisation pour les motifs suivants :

- Travaux effectués par le GHU AP-HP. Nord-Université Paris Cité

Le titulaire est tenu d'accepter, sans pouvoir prétendre à indemnité, tous les travaux dont le GHU AP-HP. Nord-Université Paris Cité envisage la réalisation.

- Ouverture et fermeture des espaces occupés

Le titulaire est tenu d'accepter toute modification d'horaire ou toute décision exceptionnelle de fermeture pour quelque cause que ce soit sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnisation.

- Choix des emplacements : en aucun cas, il ne sera accepté d'extension ou d'installation à l'initiative de l'occupant, en dehors des emplacements réservés, sans aucune concertation au préalable du GHU AP-HP. Nord-Université Paris Cité.

Le transport, la réinstallation et la remise en service des appareils sont à la charge et sous l'entière responsabilité du titulaire.

Particularité Hôpital Lariboisière :

L'hôpital Lariboisière mène actuellement une importante opération de restructuration immobilière. L'ouverture du nouveau bâtiment est prévue pour le second semestre 2026, et les services de soins y seront transférés progressivement tout au long de l'année.

En conséquence, selon les activités conservées sur l'ancien site de Lariboisière et celles transférées vers le nouveau, des distributeurs automatiques devront être maintenus sur l'ancien Lariboisière et installés dans le nouveau (cf. inventaire en annexe...).

Afin de ne pas laisser les services déménageant dans le nouveau Lariboisière sans distributeurs automatiques. Il est demandé au futur concessionnaire de transférer les machines en fonction du calendrier transmis par l'établissement.

ARTICLE 3. CONDITIONS D'EXPLOITATION

3.1 CONDITIONS GENERALES

L'exploitant s'engage :

- A livrer, installer et mettre en service sur les sites d'exploitation des distributeurs automatiques au démarrage de la convention (et réversibilité en fin de convention)
- A placer ses appareils en dépôt gratuit sans aucune charge pour l'AP-HP et les maintenir constamment en bon état de fonctionnement ;
- A assurer l'approvisionnement régulier des appareils par une gamme variée de produits dont il garantira l'état de fraîcheur, chaque jour de la semaine, y compris les jours fériés. Il retirera systématiquement toutes les denrées périssables dont la date limite de vente est inférieure ou égale à 3 jours ;
- A ne distribuer que les boissons du 1^{er} groupe (non alcoolisées).
- A ne pas gêner le fonctionnement des services administratifs par le bruit de ses équipements. Il prêtera une attention particulière aux odeurs de façon à ce qu'elles ne soient pas une gêne pour les personnes se trouvant à proximité ;
- A avoir un interlocuteur unique en cas de réclamation
- A procéder autant que de besoin au nettoyage des appareils et de leurs abords, à supporter la totalité des charges découlant de l'exploitation des appareils (ravitaillement, entretien, dépannage, prévention) ;
- A assurer le réglage, le paramétrage et la configuration des distributeurs automatiques ainsi que des systèmes de paiement ;
- A assurer la gestion du service client et des réclamations.
- Sur demande d'un service, à mettre à disposition des poubelles adaptées à la taille des gobelets distribués, notamment en vue de leur recyclage ;
- A informer l'AP-HP de tout changement de fournisseur ;

La distribution automatique de boissons alcoolisées est interdite (article L13 du code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme). De même, est interdite la distribution automatique de tabac.

En cas de pandémie et de déclenchement d'un plan d'urgence par les autorités sanitaires, l'AP-HP par l'intermédiaire de son Secrétariat Général se réserve le droit d'interdire momentanément toute activité commerciale, sans que la société puisse prétendre à indemnisation. Si cette réquisition est supérieure à 8 jours, la redevance minimale sera ajustée prorata temporis.

En cas de demande, suite à un dysfonctionnement avéré, le titulaire s'engage à rembourser le client selon une procédure qu'il joindra à son offre (hotline non surtaxée de préférence).

Le titulaire s'engage à assurer en permanence une qualité élevée des prestations proposées et à maintenir l'espace occupé dans un état de propreté maximale.

3.2 APPROVISIONNEMENT DES DISTRIBUTEURS

La fréquence de ravitaillement doit éviter toute rupture de disponibilité de produits, de même que le monnayeur rendeur doit être suffisamment approvisionné pour rendre la monnaie aux usagers.

Les fréquences d'approvisionnements en consommables et produits devront être précisées dans l'offre et sont laissées à l'appréciation du titulaire. Le fournisseur peut également, sous réserve d'une mise en place par l'hôpital d'une prise RJ45, suivre l'état d'approvisionnement du distributeur en temps réel.

Le technicien qui assure l'approvisionnement veillera également à retirer immédiatement les produits arrivant à péremption.

Le prestataire indiquera dans son offre la politique mise en place pour éviter le gaspillage alimentaire. Une politique tarifaire « zéro déchets » pour les DLC courtes devra être proposée. Les modalités seront décrites dans le cadre de réponses techniques.

En cas de survenance d'une rupture, le prestataire devra procéder au ravitaillement au plus tard sous 24H00 à compter de l'heure de signalisation du problème ; information pouvant être faite par appel téléphonique qui devra être confirmé par courriel.

En cas de non-respect de ces obligations, une pénalité pourra être appliquée.

3.3 CONDITIONS SPECIFIQUES

Le prestataire assure :

- La régularité du dosage des produits distribués.
- Les opérations d'installation, d'entretien, de maintenance et de dépannage dans les délais auxquels il s'est engagé dans son offre ;
- Le maintien des distributeurs à la température prescrite et l'installation, à l'intérieur de ceux-ci, en permanence, d'un thermomètre à minimum et maximum, permettant un contrôle aisé.
- Supporter la totalité des charges découlant de l'exploitation des appareils (ravitaillement, entretien, dépannage).
- Se conformer au règlement intérieur de chaque établissement.

Le prestataire s'engage à ne distribuer que des produits conformes aux règles d'hygiène et de la santé publique et à assurer un approvisionnement régulier.

3.4 RESPONSABILITE

Le bénéficiaire exploite sous sa responsabilité et à ses risques et périls, l'activité de distributeurs automatiques, dans les espaces énoncés dans l'objet de la convention.

L'exploitation de l'espace occupé devra être assurée dans le respect des règlements applicables à la sécurité publique, à l'hygiène alimentaire et sanitaire, en conformité en tout point avec le règlement intérieur du GHU AP-HP. Nord-Université Paris Cité.

Il est le seul responsable à l'égard des tiers des dommages causés par son personnel ou par ses installations.

L'exploitation de l'espace occupé devra être assurée dans le respect des réglementations applicables à la sécurité publique, à l'hygiène alimentaire et sanitaire et en conformité en tous points avec le règlement intérieur du GHU AP-HP. Nord-Université Paris Cité.

Le personnel en charge du réapprovisionnement et/ou de la maintenance des équipements devra porter une tenue de travail appropriée et siglée au nom du prestataire.

Le choix du personnel chargé de l'exécution des prestations est de la compétence du titulaire retenu. Toutefois le GHU AP-HP. Nord-Université Paris Cité pourra - par courrier motivé - demander le remplacement d'un ou plusieurs de ces membres si les circonstances le nécessitent.

Ce personnel se soumettra à toutes les visites médicales, les radiographies et vaccinations prévues par la réglementation générale.

3.5 ETAT DES LIEUX

Il est procédé au moment de l'entrée en jouissance à un état des lieux, dressé contradictoirement entre le prestataire et les services techniques du site.

Une visite de réception et un procès-verbal contradictoire entre les parties seront établis à l'issue des travaux de réaménagement.

3.6 MODALITES D'EXPLOITATION DES ESPACES

3.6.1 INSTALLATIONS DES DISTRIBUTEURS

L'installation des matériels devra être réalisée dans le respect des normes de sécurité de la réglementation en vigueur. L'ergonomie des équipements pour une accessibilité aux personnes en situation de handicap sera à respecter.

Les travaux d'installation des machines tels que les raccordements par exemple devront être faits dans les règles de l'art.

Tous les dégâts qui pourraient être causés à cette occasion seront pris en charge par le prestataire qui devra remettre les lieux dans leur état initial.

Toutes les boissons et alimentations distribuées par le prestataire dans le cadre de la présente convention seront considérées comme étant vendues à emporter.

Ainsi, le prestataire ne sera aucunement tenu de fournir des tables ou sièges à proximité des équipements installés. Si de tels aménagements étaient envisagés, ils devraient être soumis à l'accord préalable de l'AP-HP.

3.7 ENTRETIEN ET MAINTENANCE

3.7.1 ENTRETIEN DES LIEUX

Le prestataire maintient en parfait état de propreté l'environnement proche autour des installations et des matériels qui sont placés sous sa responsabilité.

Il assure également le nettoyage immédiat des parties extérieures de ses machines qui pourraient accidentellement être salies par les consommateurs.

Il en sera de même pour les itinéraires utilisés lors des opérations d'approvisionnement, d'évacuation des déchets et d'emballages.

Le prestataire doit maintenir constamment, et à ses frais, en parfait état d'entretien, de propreté les emplacements, abords et équipements dont il a la jouissance dans le cadre de la convention. Il précise dans son offre sa politique de maintenance et s'y conforme.

En cas de défaut ou de retard dans l'exécution des réparations, l'AP-HP adressera au prestataire une mise en demeure d'avoir à les exécuter par lettre recommandée avec avis de réception.

Si le prestataire ne s'est pas exécuté dans le délai d'un (1) mois à compter de la réception de la lettre recommandée, l'AP-HP fera procéder aux travaux nécessaires, aux frais du prestataire.

Le prestataire est tenu de rembourser les dépenses ainsi faites, sur production des mémoires justificatifs, majorées des frais généraux.

Sur les espaces occupés, le titulaire est tenu de pourvoir à la bonne tenue des lieux et de leurs abords immédiats. Il procède au nettoyage régulier et à l'entretien des équipements installés.

En cas de manquement du titulaire à son obligation générale d'entretien, le GHU AP-HP. Nord-Université Paris Cité se réserve le droit de faire procéder à l'exécution d'office, aux frais du titulaire, à des nettoyages ou évacuations nécessaires, si ledit manquement nuit à l'image du site. Ces travaux ne pourront avoir lieu qu'après mise en demeure restée sans effet à l'expiration d'un délai de 15 jours, ramené à un jour en cas de risque pour le public ou les personnels ou en cas de nuisance. A cela s'ajoute des pénalités.

3.7.2 MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES APPAREILS

Le prestataire assure l'entretien et le remplacement éventuel des installations et matériels lui appartenant qui feront l'objet d'un inventaire. Il précise dans son offre sa politique de maintenance et s'y conforme.

Le personnel du prestataire assurera :

- l'entretien et le nettoyage des équipements et du mobilier. Ceux-ci devront être d'une propreté rigoureuse ; les produits utilisés pour le nettoyage seront conformes aux textes réglementaires. Toute constatation contraire entraînerait la saisie des denrées en place.
- le maintien des vitrines à la température prescrite et l'installation, à l'intérieur de celles-ci, en permanence, d'un thermomètre à minimum et maximum, permettant un contrôle aisé.

Le titulaire indiquera dans son offre, sa politique d'hygiène (nettoyage, entretien, maintenance) et le nombre de contrôles de type prélèvements qu'il s'engage à faire (a minima en quantité conforme aux normes en vigueur).

Le titulaire assurera la maintenance technique ainsi que l'entretien des équipements installés dans les espaces occupés, de manière à ce qu'ils puissent assurer en permanence et en toute sécurité le service auquel ils sont destinés.

Le titulaire devra faire procéder à ses frais à l'ensemble des vérifications réglementaires des équipements installés, par les organismes compétents.

La mise hors circuit, d'une ou plusieurs machines, et les changements de matériel doivent faire l'objet d'une entente préalable entre les parties huit jours avant la date prévue pour son application (celle-ci ne devra pas excéder 48 heures). Dans le cas où les installations tomberaient en panne ou présenteraient un aspect esthétique dégradé, le prestataire s'engage à les changer.

3.7.3 DEPANNAGE

Le prestataire devra assurer une surveillance efficace pour anticiper au maximum les pannes. Il en précisera les modalités dans son offre.

Le bénéficiaire s'engage à effectuer les dépannages sous 12h00 en semaine et sous 24h les weekend end à compter de l'heure de signalement de la panne, information devant être faite par appel téléphonique confirmé par courriel.

En cas de panne grave d'un équipement, nécessitant une intervention en atelier (immobilisation prolongée de plus de 24h), la société aura obligation de remplacer l'équipement sous 48H00.

Ces interventions s'effectueront en continu soit 7j/7 et 24h/24.

En cas de non-respect de ces délais, des pénalités seront appliquées.

Le GHU AP-HP. Nord-Université Paris Cité a, à sa disposition, pour déclarer les anomalies, une adresse de courriel et un n° téléphone Hotline (ci-dessous) donnés ci-dessous :

Envoi d'un courriel à l'adresse suivante :
Appel téléphonique Hotline au :
Délai d'intervention du prestataire :

3.8 Eco GESTION

3.8.1 LES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES

Le prestataire détaillera les caractéristiques techniques des appareils proposés.

Il aura à cœur d'avoir la capacité à produire une analyse du cycle de vie complet du distributeur.

Les machines proposées devront avoir une consommation d'énergie la plus faible possible. Le titulaire indiquera la consommation énergétique des appareils lors de ses différentes phases de fonctionnement : veille, distribution de produit.

3.8.2 LES DECHETS

L'évacuation des déchets, cartons, emballages et conditionnements des réapprovisionnements, des déchets liquides et pâteux provenant du nettoyage des automates, est à la charge du bénéficiaire, dans des conditionnements appropriés.

Le titulaire doit prendre toute disposition nécessaire pour éviter le développement des insectes et rongeurs.

Une description des flux d'élimination des déchets (notamment les gobelets, cartons, emballages) est attendue de la part du prestataire et devra être tenue à jour.

3.9 ORGANISATION ET COMMUNICATION BIPARTITE

Au sein du GHU AP-HP. Nord – Université Paris Cité un interlocuteur unique sera identifié dès le démarrage de la convention. Toutes les informations devront être transmises à cet interlocuteur.

A défaut, le GHU AP-HP. Nord-Université Paris Cité est réputé ne pas voir reçu et pris connaissance des informations.

Pour la Convention, le titulaire désignera en son sein un interlocuteur et un suppléant uniques pour toute question.

Ces personnes seront identifiées auprès du GHU AP-HP. Nord-Université Paris Cité.

Des réunions auront lieu par trimestre ou semestre pour faire le point sur la convention entre le GHU AP-HP. Nord-Université Paris Cité et le titulaire.

A chaque réunion, devront être présents obligatoirement l'interlocuteur du GHU AP-HP. Nord-Université Paris Cité et l'interlocuteur de l'entreprise titulaire.

Les réunions se tiendront soit en présentiel si un des points le nécessite, soit en distanciel au moyen de l'outil TEAMS.

La traçabilité de l'entretien doit pouvoir être suivie par le pouvoir adjudicateur via un livret de suivi, transmis par mail à l'interlocuteur unique. Ces livrets constitueront le journal de bord de chaque équipement permettant de reconstituer l'historique de toutes les interventions, réparations, dépannages effectués ainsi que des anomalies constatées. Le titulaire est chargé de la tenue des livrets de sites.

Toutes ses interventions doivent y être soigneusement consignées de façon claire, lisible et précise avec notamment :

- Date d'intervention
- Heure d'intervention
- Nom de l'intervenant
- Détail de l'intervention
- Comptes rendus d'incidents après en avoir recherché les causes
- Signature de l'intervenant

Les interventions de maintenance se feront pendant les heures ouvrées, tout en respectant la tranquillité du public et des personnels en n'intervenant pas des périodes de forte affluence.

ARTICLE 4. OBLIGATIONS A LA CHARGE DU GHU NUPC

L'AP-HP fournit les fluides nécessaires au bon fonctionnement des installations, dans la limite des puissances exigées et sous réserve de circonstances imprévisibles, exceptionnelles et extérieures.

La redevance couvre notamment les consommations de fluides et le coût d'élimination des déchets.

Le prestataire ne peut invoquer la responsabilité de l'AP-HP ni prétendre à indemnité en cas d'interruption dans la fourniture des fluides, suite à des travaux, réparations ou pour toute autre cause.

L'AP-HP s'engage :

- A ne modifier en aucune façon l'aspect extérieur du distributeur et à informer sans délai le prestataire de toute anomalie survenue dans le fonctionnement général du matériel et/ou concernant son aspect extérieur, ainsi que des coupures d'électricité qui pourraient survenir ;
- A prévenir l'exploitant en cas de déplacement de matériel en cas de travaux réalisés à proximité des équipements. Ces nécessités n'ouvrent droit, pour le prestataire, à aucune indemnité.

Les travaux d'installation et/ou de remise aux normes seront exécutés par le GHU AP-HP. Nord-Université Paris Cité tant en ce qui concerne les travaux de branchement électrique, les installations de conduites d'eau ou tous autres travaux utiles pour la parfaite réalisation de la prestation.

ARTICLE 5. REDEVANCE

En contrepartie de l'occupation privative du domaine public et des moyens mis à la disposition du titulaire, l'occupant versera une redevance annuelle, composée d'une part fixe (minimum garanti) et d'une part variable correspondant à un pourcentage applicable sur le chiffre d'affaires.

5.1 Part fixe annuelle

Le montant minimum garanti indiqué par l'occupant pour une année complète d'exploitation de la surface concédée est de :

..... €TTC

Le montant minimum sera dû dans l'hypothèse où le chiffre d'affaires annuel est inférieur au minimum garanti.

En application de la réglementation fiscale en vigueur, la redevance due entre dans le champ d'application de la TVA. La redevance est majorée du taux de TVA de 20% conformément à l'article 278 du Code général des Impôts.

5.2 Part variable annuelle

La part variable de la redevance vient en complément de la part fixe. Son montant, proposé par le titulaire, est égal pour chaque année d'exploitation à un pourcentage applicable sur le chiffre d'affaires hors taxes de l'année d'exploitation N-1.

Le pourcentage applicable indiqué par l'occupant pour une année complète d'exploitation de la surface concédée est de :

..... %

5.3 Echancier de versement

La redevance (part fixe et part variable) est payée annuellement sur la base du chiffre d'affaires transmis par le titulaire.

A cet effet, l'exploitant s'engage à communiquer à la Direction des Finances du GHU AP-HP. Nord – Université Paris Cité, le montant du chiffre d'affaires de l'exercice écoulé (année N) ainsi que toutes les pièces comptables justificatives validées par un comptable ou un Commissaire aux Comptes, durant le 1^{er} semestre de l'année N+1, et au plus tard le 30 juin.

5.4 Modalités de versement de la redevance

La redevance sera réglée dans les 30 jours après réception du titre de recette émis par l'AP-HP.

Le règlement s'effectuera à l'ordre du Monsieur le directeur spécialisé des finances publiques de l'AP-HP au compte Banque de France ouvert sous le numéro : W 753 0000000 - Code banque : 30001 -Code guichet : 00064 - Clé : 37.

En cas de retard de plus de trente jours, la redevance sera majorée de 10 % et l'AP-HP pourra recouvrer par tout moyen de droit les sommes qui lui sont dues. Un retard de plus de trois mois dans le paiement de la redevance entraînerait automatiquement la résiliation de la présente convention.

5.5 Prix de vente des produits

Les prix des produits offerts à la vente sont déterminés et appliqués librement par le prestataire, conformément à son offre de prix. Toute modification de sa politique tarifaire devra faire obligatoirement l'objet d'une information préalable de la Direction des Achats et de la Logistique du GHU Nord, par lettre recommandée avec accusé de réception au moins 1 mois avant l'application de ses nouveaux tarifs.

Si un pourcentage de remise a été consenti au bénéfice du personnel dans le cadre de la présente convention, il est réputé maintenu.

Pour la première année d'exploitation, les prix de vente des produits distribués sont ceux indiqués par le titulaire dans la grille tarifaire annexée à son offre. Ces prix sont inchangés la première année de la convention. Ils pourront être révisés chaque année, à la hausse comme à la baisse à compter de la 2^{ème} année d'exploitation.

À cet effet, l'occupant devra adresser à la Direction des Achats et de la Logistique du GHU Nord une proposition un mois au moins avant la date d'effet envisagée. Les tarifs, affichés sur les appareils, doivent être identiques quel que soit l'emplacement du distributeur. Une incitation au geste écologique est requise du titulaire par le biais d'une réduction de tarif pour les boissons chaudes en cas de recours à un mug par l'utilisateur. Cette réduction tarifaire vaut quel que soit le moyen de paiement choisi par le consommateur.

ARTICLE 6. PENALITES

Le GHU AP-HP. Nord-Université Paris Cité se réserve le droit d'appliquer des pénalités de retard en cas de non-respect par le titulaire des délais contractuels mentionnés dans la présente convention. Les pénalités sont appliquées après mise en demeure préalable de remédier à la situation, restée sans effet.

L'exploitant encourt des pénalités de retard forfaitaires s'il ne respecte pas les délais prévus dans son offre concernant les événements suivants :

FACTEUR DECLENCHANT UNE PENALITE	MONTANT DE LA PENALITE
Retard dans l'installation ou la mise en service du matériel	100 € par jour de retard
Retard dans le réapprovisionnement des distributeurs automatiques	5 € par jour d'indisponibilité par produit sur simple constat

Retard dans le délai d'intervention	10 € par heure de retard par rapport aux délais sur lesquels le titulaire s'est engagé dans son offre
Retard dans le dépannage des distributeurs automatiques	50 € par jour de retard constaté, au regard des délais sur lesquels le titulaire s'est engagé dans son offre
Retard de remplacement d'un distributeur	100 € par jour de retard par rapport aux délais sur lesquels le titulaire s'est engagé dans son offre
Constatation de denrée périmées distribuée par la machine	100 € par constat
Non-respect des normes d'hygiène ou de propreté	200 € par constat
Absence de règlement de la redevance ou de transmission du chiffre d'affaires dans les délais	100 € par jour de retard

ARTICLE 7. ASSURANCES - RESPONSABILITES

Le prestataire doit assurer auprès d'une compagnie d'assurances notoirement solvable, contre l'incendie, les explosions et autres risques, son matériel, ses marchandises et sa responsabilité d'occupant, conformément aux articles 1245 et 1302 du Code civil.

Le prestataire devra justifier chaque année auprès de l'AP-HP du paiement de sa police d'assurance.

L'AP-HP décline toute responsabilité, pour les vols, pertes, avaries, effractions ... qui peuvent se produire sur les appareils distributeurs même s'ils sont du fait de ses propres agents.

Le bénéficiaire est seul responsable de son fait, de celui de son personnel et des biens dont il a la garde, de tout dommage corporel, matériel et immatériel qui en sont la conséquence, ainsi que de toute dégradation survenant, par et ou à l'occasion de l'occupation et ou de l'exploitation des espaces occupés et survenant :

- Au bâtiment et aux espaces occupés,
- Aux biens d'équipement, matériels et marchandises de toute nature,
- Aux personnes physiques notamment usagers clients des espaces, et toute autre personne circulant dans l'enceinte de GHU AP-HP. Nord-Université Paris Cité. A ce titre, la responsabilité du GHU AP-HP. Nord-Université Paris Cité ne peut en aucun cas être engagée en cas de vol, vandalisme ou effractions.

Le bénéficiaire doit contracter, avant de commencer l'exploitation des distributeurs automatiques objets de la présente convention, les contrats d'assurances suivants :

- Une assurance de responsabilité civile le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en vertu du droit commun en raison des dommages corporels, matériels, ainsi que ceux, immatériels, qui en sont la conséquence, causés aux tiers du fait de l'activité exercée dans le cadre de la présente convention.
- Le bénéficiaire doit également assurer sa responsabilité à l'égard du GHU AP-HP. Nord-Université Paris Cité et de ses usagers, en ce qui concerne notamment les risques d'incendie, de dégâts des eaux et d'explosion.
- Un contrat d'assurance MULTIRISQUE incluant notamment incendie, explosion, foudre, dégât des eaux, garantissant le matériel qui lui appartient, avec abandon de recours contre le GHU AP-HP. Nord-Université Paris Cité.

Une copie de chaque contrat d'assurance sera demandée en début de contrat et à fournir à chaque actualisation.

ARTICLE 8. AFFICHAGE ET PUBLICITE

La société peut faire figurer les inscriptions se rapportant à l'indication de sa raison sociale ainsi qu'à la nature du commerce exercé sur son matériel.

Nonobstant la durée maximale de la convention fixée à 5 ans, il est expressément convenu que l'AP-HP peut mettre fin à la concession selon les modalités décrites ci-dessous.

9.1 TERME DE LA CONVENTION

Le prestataire ne pourra en aucun cas se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation à quelque autre droit.

A l'issue du contrat (résultant soit de sa fin normale, soit de sa fin anticipée pour cause de résiliation), le prestataire doit enlever dans un délai maximum de 10 jours à compter de la prise d'effet de l'échéance du contrat, son matériel et ses marchandises et ce, sans que cela ouvre droit à une quelconque indemnité.

A défaut d'exécution de travaux de remise en état des lieux dans le délai ci-dessus indiqué, l'AP-HP peut, le cas échéant, sans autre mise en demeure procéder d'office à cette remise en état, aux frais risques et périls du prestataire.

La convention cesse de produire ses effets à la date d'expiration prévue à l'article 1.5 de la présente convention.

D'une manière générale, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires ou à laisser prendre toutes mesures jugées nécessaires par le GHU AP-HP. Nord-Université Paris Cité pour faciliter le passage progressif de la présente convention de convention d'occupation vers une autre modalité de gestion, ou vers la désignation d'un nouvel exploitant.

Trois mois avant l'expiration du contrat, le GHU AP-HP. Nord-Université Paris Cité et le cocontractant arrêtent, au vu d'un état des lieux établi contradictoirement, les travaux de remise en état qu'il appartiendra au titulaire d'exécuter à ses frais. Si les travaux de remise en état ne sont pas exécutés à l'expiration du délai imparti par le GHU AP-HP. Nord-Université Paris Cité, celle-ci pourra faire procéder d'office, et aux frais du titulaire, à leur exécution, par l'entrepreneur de son choix.

9.2 SUSPENSION DE LA CONVENTION

En cas de sinistre total ou partiel affectant un des emplacements, les effets de la convention seront suspendus jusqu'à réouverture au public pour ce qui est des machines exploitées dans le site concerné.

Toutefois, dans le cas où il n'est pas prévu de réouverture dans un délai de 6 mois à compter du sinistre, les parties conviendront des conditions de reconduction ou de résiliation de la convention.

9.3 RESILIATION DU FAIT DE L'AP-HP

Il pourra être mis un terme à la convention avant la date d'expiration prévue dans les conditions ci-après :

9.3.1 RESILIATION POUR FAUTE

En cas d'infraction grave ou d'inexécution répétées des clauses et conditions des présentes, dont notamment :

- La non réalisation des aménagements dans les délais prévus dans la convention, sauf causes extérieures imprévisibles et après mise en demeure, par lettre recommandée restée infructueuse dans un délai de huit jours,
- Le non-respect des obligations résultant de la présente convention après une seule mise en demeure, adressée par lettre recommandée et restée sans effet dans un délai de huit (8) jours,
- En cas de non-paiement de la redevance majorée au terme d'un délai de plus de 3 mois après une seule mise en demeure restée sans effet.

En cas de manquement grave, prolongé ou renouvelé, aux obligations qui lui incombent en exécution des lois et règlements en vigueur ou de la convention d'occupation, à moins que les manquements du cocontractant ne soient imputables à des circonstances de force majeure dument établies, et sans préjudice des stipulations de la présente convention, le GHU AP-HP. Nord-Université Paris Cité pourra prononcer la résiliation de plein droit du contrat.

Cette mesure se fera sans formalité judiciaire, sous la seule réserve d'une mise en demeure dument motivée et notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception au titulaire et restée sans effet à l'expiration d'un délai de 3 mois à compter de sa notification. L'occupant ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Les redevances versées par le bénéficiaire resteront acquises à GHU AP-HP. Nord-Université Paris Cité sans préjudice du droit pour celle-ci de poursuivre le recouvrement de toutes les sommes dues, le cas échéant de toute demande de dommages et intérêts.

L'Exploitant s'engage à retirer les distributeurs dans les quinze jours suivants la date de prise d'effet de ladite résiliation.

9.3.2 RESILIATION POUR MOTIFS D'INTERET GENERAL

Le GHU AP-HP. Nord-Université Paris Cité peut mettre fin à la convention avant son terme normal pour des motifs d'intérêt général.

Cette décision est notifiée au titulaire par lettre recommandée en respectant un préavis de 3 mois, sauf cas d'urgence, tels que des impératifs d'utilisation des locaux pour des nécessités publiques ou des aménagements dont la réalisation ferait apparaître notamment des contraintes de temps en matière de sécurité ou d'hygiène publique.

La résiliation pour motif d'intérêt général ne dispense pas le titulaire du paiement de la redevance jusqu'à la fin effective de la convention.

L'exploitant ne pourra prétendre à aucune indemnité en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

L'Exploitant s'engage à retirer le(s) distributeur(s) dans les quinze jours suivants la date de prise d'effet de ladite résiliation

ARTICLE 10. Litiges éventuels

Les difficultés auxquelles peuvent donner lieu l'interprétation et l'exécution du présent cahier des charges et de la convention d'occupation à venir sont soumises au Tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 11. Annexes

Seront annexés à la présente convention les documents suivants :

- Annexe 0 : les prérequis informatiques de l'APHP
- Annexe 1 : la liste du parc des distributeurs automatiques indiquant le type de produits souhaité pour chaque lieu d'implantation et les chiffres d'affaires antérieurs
- ✓ Annexes du candidat à remettre et à intégrer dans son dossier de réponse « offre » :
- Annexe 2 : La description et les caractéristiques techniques des distributeurs et des produits ainsi que les engagements de qualité relatifs à l'exploitation [offre finale de l'exploitant]
- Annexe 3 : la proposition financière [offre finale de l'exploitant]
- Annexe 4 : la présentation du personnel
- Annexe 5 : la tarification initiale des produits
- Annexe 6 : Le calendrier détaillé d'exécution entre la notification de la convention et la Date de Début d'Exploitation des Services

ARTICLE 12. Signatures des parties

Le Titulaire
Je soussigné,

Agissant en qualité de

Pour le compte de la société

Date, lieu, signature
« *Lu et approuvé* »

Pour l'AP-HP

Pour le Directeur Général de l'AP-HP
et par délégation, Monsieur Guillaume du CHAFFAUT
Directeur du groupe hospitalier AP-HP. NORD –
Université de Paris Cité ou son subdélégué dûment
habilité

Laurent LE GUEDART
Directeur Pôle Investissements et Ressources
matérielles